

Groupe restreint du Forum consultatif
4^e réunion
12 septembre 2013
Belo Horizonte (Brésil)

**Risque et financement dans le secteur du
café :**
**Rapport de situation sur l'étude conjointe de
l'OIC et de la Banque mondiale**

Contexte

1. En septembre 2012, le Groupe restreint a convenu que trois études portant sur le risque et le financement dans le secteur du café seraient élaborées par la Banque mondiale en collaboration avec l'OIC. Ces études permettront d'identifier les risques et les contraintes aux différents stades de la chaîne de valeur, de déterminer leur impact sur la disponibilité et le coût du financement et de proposer, dans la mesure du possible, des mesures d'atténuation de ces risques. Elles cibleront trois publics différents : les producteurs de café, les entreprises de négoce du café et les décideurs. Le Directeur exécutif a diffusé une note conceptuelle sur ces études en décembre 2012, dans laquelle il demandait aux Membres de fournir une assistance et des données aux consultants nommés par la Banque mondiale pour préparer les études (voir le document ED-2146/12). En mars 2013, le Groupe restreint a examiné le document CG-7/13 qui décrit l'approche adoptée pour les études et leur contenu probable.

2. Le rapport de situation et les annexes (disponibles en anglais seulement) ci-après ont été reçus de la Banque mondiale. L'objectif du rapport est de permettre aux Membres de formuler des observations et des suggestions et de fournir des informations supplémentaires qui pourront être utilisés pour élaborer le produit final. Sous réserve de plus amples informations, le rapport final sera diffusé pendant l'été 2014 et examiné par le Conseil en septembre 2014.

Annexe 1 - Risques de production et de transformation primaire

Annexe 2 - Risques de négoce intermédiaire et d'exportation

Annexe 3 – Problèmes de prêts identifiés

Annexe 4 - Informations spécifiques sur la filière café des pays

Annexe 5 - Explication générale de la chaîne de valeur du café

Annexe 6 - Exemples d'études de cas

Mesure à prendre

Le Groupe restreint est invité à examiner ce document.

Étude conjointe



RISQUE ET FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ

RAPPORT DE SITUATION SUR L'ÉTUDE CONJOINTE
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ
ET DE LA BANQUE MONDIALE

Note d'information à l'intention de la réunion de
septembre 2013 de l'Organisation internationale du
Café (OIC)



THE WORLD BANK



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION

TABLE DES MATIÈRES

Contexte

Les progrès accomplis

Justification des travaux

Considérations aggravantes

Premiers enseignements

Les prochaines étapes

ANNEXES

Annexe 1 – Risques de production et de transformation primaire

Annexe 2 – Risques de négoce intermédiaire et d'exportation

Annexe 3 – Problèmes de prêts identifiés

Annexe 4 – Informations spécifiques sur la filière café des pays

Annexe 5 – Explication générale de la chaîne de valeur du café

Annexe 6 – Exemples d'études de cas.

Environnement favorable

L'épidémie de rouille du café en Amérique latine en 2012 : "Black Swan" ou "New Normal" – remerciements à M. P S Baker, CABI

Interventions individuelles

Modernisation d'une coopérative de café costaricaine – remerciements à Carlos Vargas & Sebastien Lafaye, Coopetarrazu (Costa Rica)

Réduire le risque de prix par les options d'achat – remerciement à Sustainable Harvest Coffee Importers, Portland (États-Unis d'Amérique)

Programme d'intervention

La dynamique actuelle du financement dans la filière café du Kenya – remerciements à John Amino, Fonds de développement du café (Kenya)

Mise en œuvre de la gestion du risque de prix sur le marché rwandais – remerciements à Paul Stewart, Technoserve

1. Contexte

La Banque mondiale, en collaboration avec l'OIC et ses Membres, met au point une typologie des bonnes pratiques mondiales en matière de financement agricole et de gestion des risques dans le secteur du café. Ce travail devrait permettre d'identifier les risques et les contraintes aux différents stades de la chaîne de valeur, de déterminer leur impact sur la disponibilité et le coût du financement et de proposer, dans la mesure du possible, des mesures d'atténuation de ces risques. Le présent rapport de situation vise à décrire brièvement les progrès accomplis à ce jour et à faire rapport sur certaines des premières observations. L'objectif de ce document est de fournir aux Membres de l'OIC l'occasion de formuler des observations, des suggestions et de fournir des informations supplémentaires, le cas échéant, qui seront utilisées pour élaborer le produit final.

2. Les progrès accomplis

À ce jour, un grand nombre de sources potentielles d'informations pertinentes, tant publiques que privées, ont été approchées. Les réponses obtenues suggèrent que même s'il existe un certain nombre d'interventions publiques très médiatisées dans certains pays (y compris des mécanismes de soutien des prix)¹, la majorité des initiatives recensées à ce jour qui ciblent l'accès au financement par les petits et moyens producteurs sont le fait d'ONG, de bailleurs de fonds à vocation sociale et d'autres acteurs industriels, souvent dans le cadre de la promotion globale de la durabilité dans la chaîne d'approvisionnement, mais aussi le résultat d'efforts visant à améliorer la sécurité des approvisionnements en général. A ce stade, il est évident que de nombreuses lacunes subsistent dans les données et les informations sur les initiatives en cours concernant les risques de la filière café et l'insuffisance du financement, en particulier au niveau national ou macroéconomique. À l'avenir, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour obtenir des données des pays producteurs de café sur les activités et les programmes en cours.

En outre, avec la liste des questions liées au risque et au financement dans le secteur du café dressée à ce jour et les environnements très différents des pays, il est clair qu'aucune approche n'est susceptible à elle seule de fournir toutes les réponses. Il existe probablement une multitude d'approches possibles pour aborder les questions liées au risque et à l'accès insuffisant au financement, qui rassemblent un éventail d'options de financement, y compris : les fonds commerciaux, sociaux et publics, ainsi qu'un aussi vaste éventail de stratégies et techniques pour faire face aux risques de la filière café.

¹ A noter que si la possibilité existe de se couvrir ou de vendre le produit à terme, la mise à disposition de fonds pour retenir les stocks dans l'attente d'une augmentation ultérieure des prix laisse les exploitants entièrement exposés au risque de prix. Au Brésil, la Cedula de Produto Rural ou CPR (évoquée dans le rapport final de l'étude) offre une réponse intéressante à ce problème, mais le Brésil jouit d'un environnement d'échange des instruments à terme hautement sophistiqué – voir http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/RFI_final.pdf

3. Justification des travaux

Comme convenu lors de la réunion de septembre 2012 du Groupe restreint du Forum consultatif de l'OIC, l'objectif de cette étude est de recenser les risques aux différents stades de la chaîne de valeur, afin de déterminer leur impact sur la disponibilité et le coût du financement et de proposer, dans la mesure du possible, des mesures d'atténuation de ces risques. La gestion des risques dans la chaîne de valeur devrait améliorer la disponibilité du financement et en réduire le coût car, dans la plupart des cas, ni l'emprunteur ni le prêteur potentiel ne comprennent pleinement les risques liés aux différentes étapes de la chaîne de valeur du café. Le résultat est que les prêteurs hésitent à prêter et les emprunteurs hésitent à emprunter. Ces questions sont d'autant plus complexes que, le risque étant souvent mal compris par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, il ne peut pas être atténué par ces mêmes acteurs.

Les premières recherches menées à ce jour ont confirmé que le risque demeure l'un des principaux coûts non définis pour les prêteurs du secteur du café et qu'il semble jouer un rôle clé dans la réduction du financement mis à la disposition des filières café dans le monde. Cela est particulièrement vrai pour la phase de production de la chaîne d'approvisionnement. Pour l'instant, il existe peu de méthodes de quantification du risque lié à l'agriculture mais la quantification et la gestion du risque pourrait déboucher sur un meilleur accès au financement. En intégrant la gestion des risques dans leurs processus d'évaluation du crédit, les banques auraient une meilleure idée des risques de leurs clients et de la chaîne d'approvisionnement dans son ensemble, ce qui pourrait améliorer l'accès au crédit tout en renforçant leurs propres portefeuilles. En outre, les prêteurs seraient mieux à même de quantifier financièrement le risque, en facturant des primes plus élevées aux acteurs gérant moins efficacement les risques et en récompensant les acteurs plus efficaces. **La gestion du risque présente donc des avantages importants non seulement pour le profil de risque de l'emprunteur mais aussi pour la capacité des institutions financières à prêter. L'amélioration de l'identification des risques majeurs et les moyens de gérer ces risques, à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement, permettront aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement de lutter contre les risques et d'améliorer ainsi leur attrait pour les prêteurs, et une meilleure compréhension des risques auxquels est confronté le secteur du café permettra aux prêteurs de mieux évaluer la solvabilité de leurs clients.**

4. Considérations aggravantes

D'autres questions doivent être examinées parallèlement au risque. En ce qui concerne l'accès au financement par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, le risque est loin d'être le seul, ou dans certains cas, le principal obstacle au développement des services financiers à café. Cela est particulièrement vrai dans les situations où un environnement

favorable (législation, réglementation, politique, soutien, information appropriés) fait défaut. Cela peut conduire à la surévaluation de certains risques et à des coûts de financement plus élevés. Les questions liées au risque et au financement sont également plus difficiles lorsque les préalables traditionnels à l'emprunt (culture financière des emprunteurs, bonne gestion des affaires, etc.) ne sont pas réunis. Cela est vrai même si ceux-ci pourraient être traités par des mesures relativement simples prises par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement eux-mêmes, par exemple, développement de la culture financière des producteurs ou introduction de pratiques comptables adéquates chez les collecteurs et les négociants de café. Le présent rapport examinera donc les moyens d'améliorer la gestion des risques pour accroître l'accès au financement ainsi que la façon dont des mesures indépendantes d'amélioration de l'accès au financement pourraient renforcer la bancabilité des clients. En résumé, l'objectif de ce travail est de faciliter une meilleure compréhension des risques et de la filière café en général, qui devrait, dans l'idéal, améliorer l'interaction entre les différentes parties de la chaîne de financement et améliorer l'accès au financement.

5. Premiers enseignements

Les recherches initiales et les données recueillies ont permis de dégager un certain nombre de premiers enseignements intéressants. Ces enseignements seront développés et couverts dans le rapport final mais une petite sélection en est donnée ci-après.

A) L'accès au financement est nécessaire dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du café

Les recherches initiales indiquent que l'attention que les gouvernements, les agences de développement, les ONG et autres institutions portent à l'insuffisance du financement dans le secteur du café se concentre essentiellement sur les petits producteurs. Cela n'est pas surprenant étant donné que le segment production de la chaîne d'approvisionnement du café abrite les groupes les plus vulnérables, dont de nombreux petits et moyens producteurs. Le segment production est également perçu comme le plus à risque de la chaîne et donc le moins attractif pour les financiers - le risque est plus élevé côté production de la chaîne d'approvisionnement, non seulement en raison des multiples risques de production et de commercialisation, mais aussi en raison de la durée plus longue des prêts (prêts pour des investissements dans l'infrastructure et les opérations et intrants de pré-récolte). Cependant, outre l'étude des différentes approches qui peuvent être adoptées pour gérer le risque de ces groupes, il est également nécessaire d'améliorer le financement dans d'autres segments de la chaîne d'approvisionnement, particulièrement les opérateurs nationaux qui peuvent avoir du mal à accéder à des financements suffisants pour fonctionner avec une efficacité maximale. Les premiers travaux montrent que, si l'on veut améliorer l'accès au financement, toute une gamme d'interventions sont nécessaires pour

RISQUE ET FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ – RAPPORT DE SITUATION

les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Le document final mettra en évidence les interventions, tant au niveau de la production que dans les autres segments de la chaîne d'approvisionnement du café.

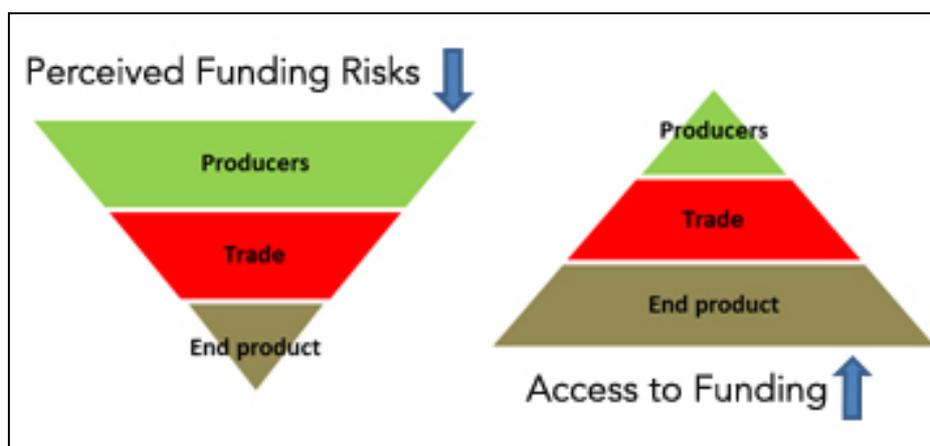
B) Le financement est généralement disponible dans le segment le moins à risque de la chaîne d'approvisionnement

La valeur ajoutée augmente à mesure que le café progresse dans la chaîne de valeur, plus fortement dans le segment importation – comme le tableau ci-après l'illustre. Cela illustre pourquoi le segment origine de la chaîne de valeur est confronté à la plus grande pénurie de financement (valeur faible/risque élevé), tandis que le segment importation/vente au détail de la chaîne de valeur (valeur élevée/risque faible) bénéficie du meilleur accès à un financement abordable. Les plus grandes difficultés et opportunités pour améliorer le financement en améliorant la gestion des risques, se situent dans le segment origine de la chaîne d'approvisionnement.

Chaîne de valeur Étape	Ex-dock à 200 cts/livre			Ex-dock à 150 cts/livre		
	Valeur Cts/livre	Valeur USD T (arrondi)	Valeur de 1 Conteneur 18,000 kg	Valeur Cts/lb (arrondi)	Valeur USD MT	Valeur de 1 Conteneur 18,000 kg
Cumul Valeur = détail	511,40	11 274	202 932	417,30	9 200	165 600
Équivalent Ex-dock	200,00	4 409	79 362	150,00	3 307	59 526
Équivalent Ex-traitement	157,10	3 463	62 334	110,80	2 443	43 974
Cerise fraîche Ex-plantation	96,25	2 122	38 196	50,00	1 102	19 836

Arabica – En équivalent café vert. Source : OIC (prix au détail) et calculs internes.

Le schéma ci-dessous permet de visualiser simplement la question, à savoir que la perception du risque de crédit est le plus élevée dans le segment production de la chaîne d'approvisionnement du café et moins élevée dans le segment vente au détail de ladite chaîne – et que ce risque diminue à mesure que l'on progresse dans la chaîne d'approvisionnement. Il semble donc y avoir une relation inverse en termes d'accès au financement. Le financement est de plus en plus disponible au fur et à mesure que l'on gravit la chaîne de valeur et que la perception des risques se réduit.



A) Ce n'est pas seulement le risque qui limite le financement

Les informations communiquées par les participants de l'industrie suggèrent que, outre les limitations absolues en matière de financement pour les petits exploitants, (principalement en raison de la perception du niveau élevé du risque de crédit), ces acteurs de l'industrie ont souligné l'incapacité des producteurs à accéder à des financements même quand ils sont disponibles. Il existe plusieurs raisons à cela, y compris le manque de culture financière, la méconnaissance du secteur financier formel, le manque de représentation des institutions financières dans les zones rurales, etc. Des études de cas sont en cours d'élaboration qui montrent comment l'éducation des producteurs à la gestion financière de base et la tenue de registres peut élargir considérablement l'accès au financement pour les petits exploitants.

B) Des types différents de prêts comportent des risques différents

Il existe des différences significatives entre le financement post-récolte et le financement de la production – et ces différences influencent grandement le niveau de financement disponible et s'accompagnent de niveaux de risque très différents. Il serait donc erroné de supposer que le manque de financement du producteur est entièrement attribuable à un plus grand niveau de risque perçu. Les prêteurs sont généralement plus disposés à fournir des prêts à court terme que des prêts à long terme - ce qui explique en partie pourquoi les prêts des banques commerciales traditionnelles se concentrent sur les étapes post-récolte où les besoins de financement sont essentiellement à court terme. Les deux types de financement (production et post-récolte) étant significativement différents, le rapport final comprendra des aperçus séparés des risques aux différents stades de la chaîne d'approvisionnement.²

² Ces aperçus pouvant devenir très volumineux et dupliquer des informations disponibles ailleurs, ils seront présentés sous forme de tableau - voir l'annexe 1 - Production et transformation primaire et l'annexe 2 – Négoce intermédiaire et exportation. L'annexe 3 traite des questions de prêt

C) Le regroupement comme moyen d'élargir l'accès des producteurs au financement

L'approche la plus commune pour améliorer l'accès des producteurs au financement est le regroupement des petits exploitants en associations. Il existe de nombreux types de regroupement et, en fonction de la situation individuelle, le regroupement peut, ou pas, être un facilitateur de financement approprié. Quelques premières conclusions relatives au regroupement, au risque et à l'accès au financement sont données ci-dessous :

- a) Promouvoir le regroupement des petits exploitants suppose qu'il les rend plus "bancables", mais il faut reconnaître que cette seule solution ne résout pas le problème de la viabilité individuelle. En définitive, il faut reconnaître que pour être bancables, les petits exploitants doivent être économiquement viables.
- b) Le regroupement de l'offre suppose que des intérêts communs existent, par exemple, autour des stations de lavage qui reçoivent des cerises fraîches de la région. Bon nombre des initiatives recensées à ce jour s'articulent autour de ces installations, détenues pour la plupart en coopératives. Cependant, le problème est que le regroupement de l'offre est beaucoup plus difficile à réaliser dans le secteur du café séché ou naturel, car il est difficile d'y dégager une valeur ajoutée à court terme. En outre, l'option de vente à d'autres détaillants (trésorerie immédiate) est toujours disponible et les exploitants peuvent conserver leur café comme forme d'épargne. Il existe davantage d'initiatives de regroupement dans le secteur des Arabica lavés ou doux que dans le secteur du (Robusta et Arabica) séché mais le besoin de financement y est peut-être plus grand, précisément parce qu'il est plus difficile de trouver des catalyseurs de regroupement. Cela pose une difficulté intéressante – à savoir que les possibilités de regroupement comme moyen d'accès au financement sont moins nombreuses lorsque le besoin est en fait plus grand.
- c) Les coopératives sont par nature des institutions qui reposent sur la collaboration ; elles peuvent nécessiter l'approbation des membres pour prendre des décisions de gestion au jour le jour. Parfois, les structures de gestion coopérative ne donnent pas à la direction la possibilité de "gérer" l'entreprise. Cela peut mener à de longs processus de décision de vente ou à la réticence à investir dans de nouvelles stratégies de gestion des risques, ce qui empêche l'entreprise de fonctionner de façon optimale et réduit ainsi sa capacité à attirer des financements. On a fait valoir que les coopératives devront peut-être établir une ségrégation entre les décisions de gestion et l'influence des membres pour pouvoir fonctionner de manière optimale.
- d) L'expérience des banques en matière de prêt aux coopératives et aux associations du café n'est pas toujours positive, les membres n'étant pas toujours suffisamment solidaires pour respecter leurs obligations mutuelles – ce qui se traduit par des défauts de remboursement. L'expérience acquise à ce jour comprend une

organisation d'exploitants en Ouganda qui commercialise du Robusta naturel et qui a obtenu un premier prêt formel en 2010. Cela lui a permis de transformer et d'exporter directement une partie de son café et, donc, de payer des prix plus élevés à ses membres. Après le remboursement intégral, un prêt plus important a été accordé pour la campagne 2011, également avec de bons résultats. Un prêt encore plus important a été accordé pour la campagne 2012, dont une partie a ensuite été utilisée pour fournir des avances de trésorerie aux membres. Mais l'incapacité d'un nombre important de membres à fournir le café promis et à rembourser les avances, combinée au défaut apparent d'un client, a fait que l'organisation a pris du retard dans ses remboursements et, à la mi-2013, le prêt n'avait été que partiellement remboursé. L'étude de cas complète figurera dans le rapport final. Les problèmes rencontrés par plusieurs coopératives d'Amérique latine en 2010 et 2011 sont un autre exemple où les coopératives ont été forcées à ne pas respecter les engagements de vente à terme à prix fixe en raison de la forte augmentation des prix du café, les membres refusant de fournir du café au prix qui avait été convenu antérieurement. Les deux exemples ci-dessus montrent clairement que le regroupement n'est pas toujours une solution parfaite pour améliorer l'accès au financement.

- e) Différentes approches sont actuellement essayées pour tenter d'éviter de telles situations à l'avenir. Dans l'intervalle, cependant, l'expérience renforce malheureusement l'impression que les prêts aux groupes de petits producteurs, ou directement aux petits producteurs, pour financer la récolte, la transformation et la commercialisation, sont risqués et soulèvent des questions sur les modalités de canalisation des prêts aux petits producteurs aux fins de (re)plantation et de fonds de roulement. À cet égard, il est intéressant de noter que l'établissement d'une éthique commerciale et le respect individuel des obligations contractuelles, sans parler de la capacité à mettre en œuvre des solutions de gestion des risques complexes au sein de ces organisations, prennent beaucoup plus de temps que ce qui est souvent suggéré.
- f) Il est donc simpliste de dire que le regroupement est un moyen automatique d'amélioration de l'accès au financement, l'efficacité du regroupement variant d'un groupe à l'autre et pouvant, ou non, s'accompagner de l'amélioration de l'accès au financement par la mise en commun des ventes et des prêts. Cependant, il existe des cas où le regroupement réussit à faciliter cet accès ainsi que l'accès aux techniques de gestion des risques et autres améliorations. Ces cas soulignent que les deux aspects, une meilleure gestion des risques et un meilleur accès au financement, sont étroitement liés et se renforcent mutuellement, tant pour les prêts individuels que pour les financements de groupe. Les coopératives et autres types d'organisations d'exploitants doivent aussi comprendre que la commercialisation et le financement

exigent une gestion moderne qui, à son tour, exige des gestionnaires professionnels. Des gestionnaires sélectionnés selon leur mérite et non pas parce qu'ils sont membres ou parce qu'ils sont liés à des membres éminents ou parrainés par eux. Une étude de cas du Costa Rica (annexe 6) illustre les résultats qui peuvent être obtenus et les délais nécessaires.

D) L'arrivée d'autres établissements de crédit (à vocation sociale)

Les établissements de crédit à vocation sociale, souvent en collaboration avec l'industrie, jouent un rôle croissant dans la facilitation de l'accès des producteurs au financement.³ Que ces initiatives puissent générer les ressources nécessaires pour le secteur dans son ensemble est peu probable dans la mesure où, considérées cumulativement, elles sont encore petites. En outre, ces prêteurs et leurs approches sont quelque peu fragmentés, avec des priorités et des domaines d'intérêt différents. Outre le Fonds rural Rabobank qui fait appel aux banques partenaires les plus socialement orientées, les prêteurs offrent des prêts directs. Cependant il existe des exceptions où une présence bancaire dans le pays a été créée, par exemple par Opportunity International. Un autre développement intéressant est en cours avec l'utilisation de la technologie de téléphonie mobile pour améliorer l'accès aux services financiers dans les zones reculées. Cela est particulièrement vrai en Afrique et est entraîné en partie par les initiatives du secteur privé et des bailleurs de fonds à vocation sociale. Les foires financières FAST (FFF), lancées par l'Alliance financière pour le commerce durable (FAST), rassemblent des prêteurs à vocation sociale et des PME durables pour discuter des possibilités de financement.^{4 5}

E) Les petits exploitants ne sont pas les seuls acteurs de l'industrie avec un déficit de financement

Le financement est un problème non seulement pour les petits exploitants et les producteurs en général, mais également pour d'autres parties prenantes telles que les collecteurs/négociants, les transformateurs primaires et d'exportation et les exportateurs eux-mêmes. Par exemple, les entreprises nationales autonomes ont souvent du mal à accéder aux outils appropriés de gestion des risques et ne peuvent donc pas facilement, ou pas du tout, obtenir un financement adéquat ou à un prix raisonnable. Cela les désavantage

³ Par exemple, Alterfin, Oiko Credit, Progreso, Responsibility, Root Capital, Fonds rural Rabobank et Shared Interest, qui sont regroupés de manière informelle au sein du CSAF ou Conseil du financement de la petite agriculture.

⁴ À ce jour 9 FFF ont eu lieu en Amérique latine et en Afrique, une 10^e étant prévue à Nairobi (Kenya) en septembre 2013. FAST aide les candidats emprunteurs en leur fournissant des ressources en ligne et des consultants pour les aider à préparer les documents nécessaires pour répondre aux exigences des prêteurs préalables aux discussions. À ce jour, 21,5 millions de dollars, répartis sur 23 prêts, ont été investis.

⁵ A noter également que le nouveau Fonds d'accès créé par Fairtrade International a commencé à accorder des financements commerciaux et des prêts à long terme en 2013, jusqu'ici limités aux coopératives en Amérique latine, avec l'intention de s'étendre à l'Asie et à l'Afrique. Il est à noter que ces prêts peuvent également être avancés dans la monnaie locale de l'emprunteur, évitant ainsi le risque de change qui accompagne les prêts en devises. Ces données figureront également dans le rapport final - en attendant visiter <http://www.fairtrade.net>.

nettement quand il s'agit de rivaliser avec les grands acteurs qui peuvent profiter de l'aide internationale, et représente un véritable défi car, dans certains cas, les conditions nationales ne sont pas sur un pied d'égalité.

6. Les prochaines étapes

À l'avenir, ce travail nécessitera la collecte de données supplémentaires à partir d'un large éventail de sources gouvernementales et non gouvernementales. Cela comprendra également l'établissement d'un certain nombre d'études de cas spécifiques liées aux interventions nationales, régionales et spécifiques en matière de gestion des risques et de programmes de financement. A l'issue de la collecte des données, une analyse sera effectuée pour distiller des enseignements qui pourront servir à illustrer la façon dont les risques pourraient être mieux gérés dans le secteur du café et dont l'accès au financement pourrait être amélioré. Les résultats de cette analyse seront présentés dans un rapport final qui devrait être diffusé vers juin 2014, à temps pour être examiné lors de la session du Conseil de l'OIC de septembre 2014. Toutefois, la publication dépendra de la volonté des parties externes (secteurs public et privé) de partager davantage d'informations avec l'équipe du rapport.

Les pays Membres et les autres parties prenantes sont de nouveau invités à formuler des observations et des conseils et à fournir des informations supplémentaires le cas échéant, en particulier sur des exemples qui peuvent avoir trait à des méthodologies et pratiques utilisées pour encourager les prêts au secteur du café de leur pays, et d'autres moyens pour réduire le risque du secteur du café et accroître la capacité des banques à offrir et fournir un financement.

Calendrier provisoire :

Activité	Description	Date de livraison estimative
Collecte des données	Demandes supplémentaires de données aux gouvernements, secteur privé, ONG et autres organisations pertinentes.	Novembre 2013
Identification des études de cas	Recensement des risques et des études de cas de financement dans un certain nombre de pays producteurs de café (plusieurs typologies).	Octobre 2013
Conduite des études de cas	Réalisation des études de cas et produits finals reçus.	Février 2014
Analyse/synthèse	Analyse/synthèse par l'équipe du projet.	Avril 2014
Établissement du projet de rapport	Projet de rapport établi et commentaires reçus.	Mai 2014
Établissement du rapport final	Rapport final établi.	Juin 2014
Distribution du rapport final	Distribution par l'OIC à la réunion de septembre 2014.	Septembre 2014

7. Annexes

Notes :

Les annexes sont incluses pour donner des détails importants sur le travail qui a déjà été entrepris pour ce rapport. Les études de cas sont des exemples pratiques, relatifs à la gestion des risques et à l'amélioration de l'accès au financement, et continueront d'être collectées et utilisées pour en tirer des enseignements.

Un volume important d'informations sur le café spécifiques aux pays est accessible au public mais généralement sur une base individuelle, pays par pays, ce qui rend difficile une comparaison. Par conséquent, les faits saillants de chaque pays sont présentés, également sous forme de tableau, à l'annexe 4. Il s'agit d'un premier projet qui sera élargi au fur et à mesure que des informations seront disponibles. Les pays Membres sont invités à fournir des informations supplémentaires si nécessaire.

Bien qu'elle soit souvent évoquée dans la littérature, il n'est pas toujours facile de visualiser la chaîne de valeur du café. Pourtant, la compréhension de la chaîne de valeur est importante pour les producteurs et les prêteurs si l'on veut visualiser le secteur du café dans son ensemble. L'annexe 5 présente donc une explication générale de la chaîne de valeur du café qui sera élargie, en temps utile, pour illustrer les marchés consommateurs.⁶

⁶ Une chaîne de valeur consiste en une série d'activités qui ajoutent de la valeur à un produit final, à commencer par la production, la transformation ou élaboration du produit final, et la commercialisation et la vente au consommateur ou à l'utilisateur final. Une approche de la chaîne de valeur peut, dans certains cas, rationaliser les coûts et minimiser les risques à ceux de la chaîne. La chaîne intégrée offre à ceux qui y opèrent (fournisseurs, producteurs, transformateurs et sociétés de commercialisation) un accès aux biens et services qui facilitent l'achat et la vente de marchandises. Voir <http://www.fao.org/aq/aqs/agricultural-finance-and-investment/value-chain-finance/en/>